



FIMARC

Rue Jaumain 15

Assesse, Belgium

Tel: +32 83 65 62 36

Fax: +32 83 65 62 36

E-mail: fimarc@skynet.be

Rapport Annuel 2019

Chers ami(e)s,

L'année 2019 a marqué 55 ans de notre réflexion critique, exposant les causes sous-jacentes de la pauvreté, de la faim et de la malnutrition, et proposant les véritables solutions dont nous avons besoin. Dans ce rapport annuel, nous donnerons un aperçu des principales actions et interventions mondiales et continentales entreprises par le mouvement en 2019. En effet, l'année 2019 a été marquée par de formidables engagements de la FIMARC dans la lutte pour la souveraineté alimentaire, les droits des paysans et la promotion de l'agro-écologie et de l'agriculture familiale.

2018/2019 a été une période où la valeur et l'impact de l'action collective de la société civile ont été ressentis et soutenus par des millions de personnes dans le monde entier. Du soulèvement au Soudan à l'action pour le climat menée par les jeunes dans le monde entier, en passant par les manifestations pour la démocratie à Hong Kong, ce que nous avons vu collectivement - et ce que l'alliance a vécu - nous donne de l'espoir. Cela démontre que grâce à la puissance du partenariat, à la collaboration au sein d'une large coalition, au partage de ce qui fonctionne et à la souplesse des approches et des tactiques, la société civile peut gagner du terrain et créer un élan pour garantir les libertés fondamentales, la justice, la démocratie et l'égalité dans le monde entier.

Pourtant, comme le montre clairement le rapport sur l'état de la société civile en 2019, il existe toujours des raisons de s'inquiéter profondément. La pauvreté croissante, la faim, la malnutrition, la progression du populisme et du nationalisme, le pouvoir et l'influence croissants des groupes anti-droits et les événements qui altèrent la planète comme l'incendie de l'Amazonie ne sont que quelques exemples. À un moment de l'histoire où les forces réactionnaires gagnent du terrain et permettent un pillage encore plus important par les entreprises de nos richesses communes et de notre fragile planète, un mouvement comme la FIMARC est plus essentiel que jamais.

cela montre également qu'il reste du travail à faire pour que l'action commune, les réponses dynamiques, la réflexion à long terme et le travail solidaire deviennent la norme. Ce qui se passe dans le monde nous oblige

à évoluer, à innover, à être plus efficaces et à agir comme une véritable alliance d'individus et d'organisations en tant qu'acteurs du changement.

L'année dernière, nous avons renforcé notre travail grâce à diverses actions politiques, à nos représentations, aux formations ainsi qu'à la mise en réseau et au plaidoyer, et nous avons eu un impact significatif auprès de diverses institutions politiques. Nos actions visaient à créer une solidarité entre les personnes pour lutter pour leurs droits et pour résister à tous les systèmes qui marginalisent les communautés rurales et les autres groupes vulnérables. L'objectif de notre travail est, comme d'habitude, d'exposer les mécanismes d'exploitation, de proposer des solutions, de partager les meilleures pratiques, de construire des alternatives et de travailler avec d'autres mouvements sociaux qui peuvent apporter des changements dans la société.

Nous avons accompli beaucoup de choses ensemble en 2019 ! Avec votre partenariat, la FIMARC a facilité des échanges importants entre diverses communautés travaillant pour la justice mondiale, a approfondi et élargi notre réseau de plaidoyer à Rome, Genève et Paris, et s'est montrée solidaire des leaders des droits des paysans confrontés à d'énormes dangers. Les sessions FIMARC de formation internationales ou régionales sur le transfert intergénérationnel des connaissances dans les zones rurales en Europe et en Amérique latine, les Ateliers de renforcement des capacités au niveau national pour promouvoir l'agriculture familiale en Asie, la session de formation régionale sur l'accès à la terre et la souveraineté alimentaire en Afrique Centrale, la deuxième phase du projet Prorure de la FIMARC Europe avec 9 pays européens pour renforcer le mouvement et les systèmes d'agriculture familiale, notre engagement régulier dans les processus politiques et les initiatives pour la gouvernance des politiques alimentaires et agricoles au sein des institutions des Nations Unies à la FAO et au CSA et nos initiatives de plaidoyer et de sensibilisation sur le processus des droits des paysans, sont les principales initiatives de l'année. Nous avons délivré des messages forts aux décideurs des Nations Unies et des gouvernements, en veillant à ce que les voix des personnes et des organisations de base soient entendues. Nos activités de la campagne de la Journée mondiale de l'alimentation 2019 ont mobilisé les mouvements nationaux pour qu'ils entreprennent des actions modestes mais concrètes en faveur de la sécurité alimentaire et de l'éradication de la pauvreté au niveau local.

Lorsque l'on est confronté à l'extrême pauvreté, chaque jour peut être incertain. Pour les personnes pauvres, l'extrême pauvreté est un vent contraire paralysant qui les empêche de vivre pleinement leur potentiel. Mais il y a un point positif dans tout cela. C'est la différence que nous faisons ensemble, main dans la main avec ceux qui en ont le plus besoin. Au fil des décennies, nous avons maintenu notre engagement fondamental en faveur de la justice mondiale et d'un changement social piloté par les citoyens. La résilience a toujours fait partie de notre conviction centrale que les communautés organisées peuvent répondre aux menaces et à l'oppression avec une force collective, une flexibilité et une durabilité à long terme. Le pouvoir des gens et la force de leurs solutions seront les moteurs du changement.

Assesse, Belgique - 30 March 2020

Plan du Rapport

Présentation introductive

FIMARC : Fonctionnement Général

1. Session FIMARC : Formation sur le transfert intergénérationnel de connaissances, Mai 2019
2. Réunions 2019 du Comité Exécutif et du Bureau de la FIMARC
3. Les publications FIMARC
4. Groupe de travail FIMARC sur les Droits de l'Homme (GTDH)
5. Campagne FIMARC de la Journée de l'Alimentation Mondiale

FIMARC dans l'Eglise

6. Un aumônier pour la FIMARC
7. Rencontre des Mouvements Internationaux d'Action Catholique Spécialisée - Mai 2019 Brixelles
8. Vatican : Forum des ONG d'inspiration catholique, décembre 2019
9. Réunion au Vatican avec le Dicastère pour les Laïcs, la Famille et la Vie

FIMARC et les organisations internationales

10. La FIMARC et le Conseil des Droits de l'Homme, Genève
11. Le Comité pour la Sécurité Alimentaire Mondiale (CSA 46) et le Forum de la Société Civile (CSM) 2019
12. La FIMARC et le suivi de la Déclaration de l'ONU sur les droits des Paysans et autres travailleurs ruraux
13. Le lancement mondial de la Décennie des Nations Unies pour l'Agriculture Familiale (2019-2028)
14. Facilitation du Mouvement Mondial pour la Souveraineté Alimentaire (IPC)

FIMARC et les mouvements en Afrique

15. Kenya : Initiative de la FIMARC pour renforcer l'agriculture durable et l'agroécologie - histoires vraies et meilleures pratiques
16. Congo : atelier régional conjoint FIMARC, MIJARC, JOCI et Entraide et Fraternité. Renforcement des capacités sur l'accès à la terre et les droits fonciers en Afrique centrale
17. Sénégal : le MARCS et le soutien à l'agriculture familiale

FIMARC et les mouvements en Amérique latine

18. Bolivie : Séminaire régional conjoint sur le Transfert Intergénérationnel et le rôle des femmes-

FIMARC et les mouvements en ASIE

19. Thaïlande et Indonésie : La campagne FIMARC sur l'agriculture familiale en Asie
20. Forum 2019 des leaders laïcs d'Asie (ALL) - Chiangmai, Thaïlande
21. Conférence régionale de haut niveau Asie-Océanie sur « l'avenir du Travail » - Bangkok, Thaïlande
22. Réunion de coordination de la FIMARC Asie - Chiangmai, Thaïlande
23. Réunion de planification du RTRC (Mouvement thaïlandais)

FIMARC et les mouvements en EUROPE

24. La FIMARC Europe et les activités du projet Prorure en 2019
25. Allemagne : Suivi des avancées de la Déclaration des Droits des paysans
26. Belgique : Rencontre FIMARC avec des groupes locaux sur les alternatives climatiques
27. France : Le CMR et une délégation du Ministère de l'Agriculture de Corée, Paris

FIMARC et les Organisations partenaires

28. Réflexion collective au CCFD et les mouvements internationaux d'action catholique, Paris.
29. Rencontres 2019 avec les partenaires
30. Suivi des Mouvements nationaux

Conclusion

La FIMARC : Présentation

Fédération Internationale des Mouvements d'Adultes Ruraux Catholiques

Composition du Comité Exécutif de la FIMARC 2018-2022

Président	Wolfgang Scharl (Allemagne)
Trésorier	Jean Claude Germon (France)
Secrétaire Général	George Dixon Fernandez (Inde)
Aumônier	Père Tomas Sphangero (Argentine)
Délégués	Médard Meyanga Ayong (Cameroun) - Coordinateur Afrique Elizabeth Kibuywa (Kénia) - Coordinatrice Afrique Manuel Moran (El Salvadore) - Coordinateur Amérique Latine Modesta Arevalos Ortiz(Paraguay)- - Coordinatrice Amérique Latine Naiyana Vichitporn - Coordinatrice Asie Rony Joseph (India) - - Coordinateur Asie

Objectif global :

L'objectif général de toutes les activités de la FIMARC est de favoriser le développement rural durable et l'agriculture paysanne en promouvant et en créant un monde rural vivant et digne. Nos activités visent également à créer une société durable et à promouvoir une éducation et une formation complètes des populations Rurales

Les domaines d'intervention

La FIMARC prend en compte dans ses actions et ses plaidoyers les thèmes suivants.

- La promotion et la protection de l'agriculture familiale et de l'agro écologie
- La souveraineté alimentaire et les : Droits des paysans
- Les migrations Rurales
- Le changement climatique et la protection de l'environnement
- Diminution / Moins c'est plus - Production, consommation et modes de vie durables
- Le Monde rural durable et l'agriculture paysanne
- L'économie solidaire - Commerce équitable, marketing direct et autres initiatives
- La défense des droits de l'homme et du droit à l'alimentation
- La justice et la solidarité entre les peuples

La FIMARC a mis en œuvre ses activités avec les principaux objectifs suivants au cours de l'année 2019 :

- * Créer une conscience critique sur les questions socio-économiques et agricoles existantes dans les différents continents
- * Organiser et mobiliser les petits agriculteurs pour qu'ils fassent entendre leur voix en faveur de leurs droits
- * Augmenter la capacité de la FIMARC en tant que réseau international et aider et renforcer les

membres de la FIMARC en tant que mouvements sociaux dans les zones rurales

*Soutenir et renforcer les systèmes d'agriculture familiale paysanne dans différents pays

* Faire entendre la voix des agriculteurs des pays du Sud dans l'élaboration de la Décennie Mondiale de l'Agriculture Familiale

* Sensibiliser au thème de la Journée mondiale de l'alimentation par le biais d'un matériel de campagne et d'une journée d'action commune

* Porter la voix des agriculteurs des pays du Sud dans les décisions politiques du Comité mondial de la Sécurité Alimentaire (CSA) et du CSM 2019

Quelques résultats clés

*Les membres de la FIMARC ont fait un large usage de la Résolution du Comité Exécutif sur le transfert intergénérationnel des connaissances et des documents d'information sur la Déclaration des Nations Unies sur les droits des paysans

*Le FIMARC a conforté les initiatives relatives aux systèmes alimentaires traditionnels, aux pratiques et méthodes agroécologiques et à l'agriculture durable

*3 éditions de VMR (Voix du Monde Rural) ont été publiées et utilisées par quelques mouvements pour partager et présenter les meilleures pratiques de l'agriculture familiale et des initiatives agroécologiques

* La FIMARC a soutenu et initié un dialogue véritable et coordonné entre les différents acteurs et organisations qui travaillent sur l'accès à la terre et les droits fonciers en Afrique centrale à travers un atelier régional en RD Congo

*La FIMARC a soutenu et initié un dialogue véritable et coordonné entre les différents acteurs et organisations qui travaillent sur le thème du transfert intergénérationnel des connaissances en Amérique latine, par un atelier régional en Bolivie

* La FIMARC a participé à la deuxième phase du projet transnational entre neuf mouvements européens intitulé "Mise en réseau pour renforcer la société civile dans les zones rurales en Europe

* Les mouvements de la FIMARC en Thaïlande, aux Philippines et en Indonésie ont lancé une consultation au niveau national pour promouvoir l'agriculture familiale

*La FIMARC a commencé à collaborer avec la Via Campesina, FIAN, etc. pour le lancement du mécanisme mondial de soutien contre la criminalisation des militants sociaux et des leaders paysans

FIMARC : fonctionnement général

1. Session de formation FIMARC : le transfert intergénérationnel des connaissances. Résolution, visites de terrain - mai 2020

La FIMARC organise chaque année une session de formation pour ses dirigeants mondiaux et continentaux sur les principaux sujets d'actualité liés aux populations rurales et à l'agriculture. Nous avons organisé une session de formation internationale sur le transfert intergénérationnel des connaissances dans le monde rural du 21 au 23 mai 2019. Cette session d'étude a été organisée avant la réunion du Comité Exécutif 2019 en Belgique. Nous avons eu une présentation préliminaire sur ce thème lors de l'Assemblée Mondiale au Sénégal. Cette Assemblée avait décidé d'approfondir notre

réflexion sur ce sujet au cours des 4 prochaines années et de développer quelques initiatives concrètes pour travailler sur ce thème à différents niveaux. Il s'agit d'une plateforme de partage et d'apprentissage sur le transfert intergénérationnel des expériences et des initiatives de différents continents. Les dirigeants mondiaux de la FIMARC ont visité un centre de transfert de compétences en art et artisanat près de Ciney et ont eu une session interactive avec les formateurs et le directeur. Une résolution concrète sur le transfert intergénérationnel des connaissances dans le monde rural a été déclarée par l'Exco 2019.

Les objectifs de ce programme :

- * Soutenir le leadership mondial pour l'orientation d'actions concrètes au niveau national/continental sur le transfert intergénérationnel des connaissances
- * Discuter et partager les pratiques de transfert intergénérationnel des connaissances des communautés dans les différents continents
- * Protéger et préserver les moyens traditionnels de transfert des connaissances



Dana SCHURMANS (Expert - Université Catholique de Louvain)

Quelques conclusions de base du séminaire

La FIMARC en tant que mouvement catholique constate à la lumière de LAUDATO SI (159) que la crise économique et écologique a conduit aux ruptures relationnelles, à la fragmentation et la segmentation de la société et a également affecté les activités des territoires ruraux. Cela a conduit à une situation où les nouvelles générations et les personnes âgées ne peuvent se rencontrer ni partager dans un dialogue fraternel des connaissances qui ont toujours enrichi les zones rurales et qui ont permis jusqu'à aujourd'hui de préserver les technologies, les connaissances, les arts, les habitudes saines, une culture alimentaire et des valeurs qui permettent une vie digne dans le monde rural.

C'est avec inquiétude que nous constatons aujourd'hui que la sagesse des personnes âgées est peu valorisée et moins respectée dans les territoires, que les connaissances locales sont plutôt considérées comme archaïques et obsolètes, que les personnes âgées sont exclues et que les familles se déchargent de la responsabilité de transmettre les connaissances acquises de génération en

génération, grâce auxquelles la vie a été possible. Mais on observe aussi un manque d'ouverture de la part des aînés pour permettre la construction d'une culture de l'écoute sans jugement et sans reproche pour les préoccupations des jeunes. Cela conduit les jeunes à se sentir abandonnés et à prendre des décisions de court terme, en s'appuyant sur la technologie et la numérisation du milieu vivant.

La solidarité intergénérationnelle est un besoin crucial dans le monde rural car elle permettra de reconstruire un tissu disloqué qui ne favorise pas la formation de territoires résilients face aux nombreux défis de la société moderne, où les adultes sont séparés des jeunes au plan résidentiel. Nous constatons que dans de nombreux pays qui ont atteint une industrialisation maximale, la population adulte est dominante, alors que dans les pays du Sud, la population est majoritairement jeune. C'est un défi mais aussi une opportunité pour le monde rural et pour le transfert intergénérationnel des connaissances. Nous sommes également heureux de constater que dans plusieurs pays, les jeunes retournent à la campagne en recherche d'une vie simple et en cohérence avec leurs idéaux.

Le vieillissement ne doit pas être considéré comme un fardeau, mais plutôt un intérêt du fait d'une vie plus longue des adultes, qui permettra de partager plus longtemps les connaissances, la culture, l'art et les valeurs qui ont fait vivre une coexistence rurale qui privilégie la vie plutôt que l'argent

La FIMARC constate avec inquiétude que les écoles et les systèmes éducatifs ruraux ne contribuent pas au transfert intergénérationnel des connaissances sur la vie rurale, mais tentent plutôt de les éliminer et de les remplacer par des processus éducatifs qui éloignent les jeunes de leur vie communautaire autour de la terre. Pour nous, il est essentiel de générer des processus éducatifs formels et informels qui revalorisent les connaissances des personnes âgées afin de rétablir la réciprocité et l'équité entre les générations, ce qui permettrait aux jeunes générations de se reconnecter et de se réconcilier avec leur histoire, leur identité et leurs origines.

La fracture numérique dans les zones rurales

La technologie a également largement contribué à creuser le fossé entre jeunes et personnes plus âgées, mais il faut aussi reconnaître que ces outils sont présents sur tous les territoires et que les agriculteurs vivent avec cette réalité. Dans certaines régions du monde, les agriculteurs pauvres peuvent utiliser leur téléphone portable pour obtenir des informations sur les prix des marchés agricoles. Les radios sont utilisées pour diffuser des programmes sur la manière de traiter les animaux malades. Les groupes de femmes rurales utilisent l'internet pour échanger des informations sur l'agriculture biologique. Ce ne sont là que quelques bons exemples de la manière dont l'accès à l'information et à la technologie peut améliorer la vie rurale dans les pays en développement. Cependant, les possibilités offertes par les technologies de l'information et de la communication (TIC) - téléphone, radio, vidéo et Internet - sont inégalement réparties. Seulement 6 % de la population mondiale est connectée à l'internet et de nombreux habitants de la planète n'ont jamais passé un seul coup de téléphone. Le fossé se creuse entre ceux qui ont accès à l'information et ceux qui n'y ont pas accès. Ces derniers sont majoritaires, et la plupart d'entre eux vivent dans des régions éloignées.

Quelques propositions pour relever les défis

- Les systèmes éducatifs en milieu rural doivent répondre à la réalité du monde rural
- L'éducation formelle devrait encourager un dialogue de connaissances qui favorise le transfert de connaissances intergénérationnelles.
- La nécessité de promouvoir des espaces d'échange et de dialogue où les jeunes sont également

participants.

- Les organismes publics et les ONG intervenant dans les territoires ruraux devraient respecter et encourager le transfert des connaissances entre les communautés
- La nécessité de promouvoir des campagnes qui donnent une meilleure image du travail rural.
- Soutenir la motivation et l'incitation des jeunes à rester en zones rurales par des activités viables.

2. Réunions 2019 du Comité Exécutif (Exco) et du Bureau de la FIMARC

Le Comité Exécutif (Exco) et le Bureau sont les deux principaux organes de décision politique de la FIMARC. Le Bureau se réunit deux fois par an, dont une fois avec l'Exco qui a lieu une fois par an, avec la participation des coordinateurs de chaque continent. La première réunion du Bureau a eu lieu les 19-20 mai 2019 avant la session de formation et la deuxième réunion du Bureau s'est tenue à Rome les 6-8 décembre 2019 avant le forum des ONG d'inspiration catholique du Vatican. Au cours de l'année, les membres du Bureau ont tenu différentes réunions avec les dirigeants d'organisations et de réseaux mondiaux



Les membres de l'Exco FIMARC Durant la reunion de 2019

L'Exco 2019 s'est tenu à Assesse, en Belgique, après la session de formation sur le transfert intergénérationnel des connaissances dans les zones rurales. L'Exco a défini un plan d'action concret d'engagement de la FIMARC pour la construction d'initiatives pour le transfert de connaissances dans les zones rurales à différents niveaux, a approuvé le travail et le rapport financier du mouvement, a fourni des contributions pour l'engagement de la FIMARC au Conseil des Droits de l'Homme, à la FAO, au CSA, à l'UNESCO et a également approuvé la résolution sur le transfert intergénérationnel des connaissances. Il a évalué le travail des mouvements continentaux, a élaboré les plans opérationnels du mouvement à différents niveaux et a mis à jour nos actions de lobbying et de plaidoyer.

3. Les publications FIMARC

1. **Voix de Monde Rural (VMR)** est la revue du mouvement, publiée quatre fois par an en quatre langues (anglais, français, espagnol et portugais). VMR est un outil permettant de partager des idées et des expériences entre les continents/mouvements et de présenter les meilleures pratiques. Elle contribue à l'information et à la formation des responsables nationaux et locaux sur les différents thèmes de travail de la FIMARC. Nous pensons que VMR sert d'outil entre les mouvements de la FIMARC pour promouvoir un développement alternatif viable des populations rurales et particulièrement des paysans. Cela nous aide également à atteindre le vaste réseau d'organisations qui luttent dans les mêmes perspectives et/ou avec des objectifs similaires, Les éditions suivantes avec les thèmes respectifs ont été publiées au cours de l'année 2019.

VMR 128 - Les industries extractives et les conflits ruraux

VMR 129- Le role des gouvernements pour le développement rural

VMR 130- Transitions urbaine et rurale

2. **LMR (Lettres aux Mouvements Ruraux)** : La FIMARC a publié les lettres LMR99 et LMR 100 en relation avec les thèmes de reflexion sur Pâques et Noël 2019.

4. Groupe de Travail FIMARC sur les Droits de l'Homme (GTDH)

Le groupe de travail de la FIMARC sur les droits de l'homme est composé du secrétaire général et de militants de nos mouvements. C'est un groupe de soutien de la FIMARC au sein de l'ECOSOC. Pendant quelques années, le groupe a centré ses efforts sur tout ce qui concerne le droit à l'alimentation et la déclaration des Nations Unies sur les droits des paysans. Grâce au travail constant de la FIMARC, de la Via Campesina et des autres organisations, la proposition de la Souveraineté alimentaire comme droit fondamental est maintenant mieux acceptée qu'auparavant et est même devenue un droit constitutionnel pour certains pays. Nous avons pu obtenir l'approbation de la Déclaration des Droits des Paysans par l'Assemblée Générale des Nations Unies.

Les réunions du groupe de travail de la FIMARC sur les droits de l'homme ont eu lieu 3 fois en 2019 pour préparer les déclarations écrites et orales aux réunions du Conseil des droits de l'homme et pour planifier le travail de suivi en relation avec la déclaration des droits des paysans et autres travailleurs ruraux des Nations Unies. Le secrétaire général a participé à une réunion du groupe de travail sur les droits de l'homme les 29 et 30 avril 2019. Ce groupe travaille également en étroite collaboration avec la Via Campesina, le Centre catholique FIAN, le CETIM et d'autres organisations à Genève qui sont impliquées dans les questions des droits de l'homme.

5. Campagne FIMARC de la Journée de l'Alimentation Mondiale. "Agir pour l'avenir. Une alimentation saine pour un Monde FAIM #ZERO " Octobre 2019.

Fondée en 1945 pour unir toutes les nations dans la lutte contre la faim, la FAO célèbre son anniversaire le 16 octobre, à travers une célébration mondiale connue sous le nom de Journée mondiale de l'alimentation. La Journée mondiale de l'alimentation encourage la prise de conscience et

l'action au niveau mondial en faveur de ceux qui souffrent de la faim et de la nécessité d'assurer la sécurité alimentaire et une alimentation nutritive pour tous. L'accent de la journée est mis sur le fait que l'alimentation est un droit de l'homme fondamental. La Journée mondiale de l'alimentation 2019 est axée sur le thème "Agir pour l'avenir. Une Alimentation Saine pour un Monde Faim #ZÉRO". A l'occasion de cette Journée Mondiale de l'Alimentation, la FIMARC appelle avec la FAO les pays et les autres parties prenantes à mettre en œuvre des initiatives concrètes pour créer un monde "Faim Zéro" grâce à des régimes alimentaires sains.

Que propose la FIMARC aux mouvements ?

Tout le monde a un rôle à jouer pour atteindre le but "Faim Zéro" grâce à une alimentation saine. Il existe également un certain nombre d'actions que nous pouvons entreprendre pour y contribuer. Cette Journée mondiale de l'alimentation est l'occasion d'attirer l'attention du monde sur le thème "Des régimes alimentaires sains pour un monde sans faim".

Cette Journée Mondiale 2019 appelle à une action intersectorielle pour rendre les régimes alimentaires sains et durables, accessibles pour tous. Dans le même temps, elle invite tout le monde à commencer à réfléchir à ce que nous mangeons

Quelques propositions d'actions en rapport avec le thème de la Journée mondiale de l'alimentation 2019 sont mentionnées ci-dessous. Mais chaque mouvement peut organiser des activités en fonction de sa propre réalité.

- *Organiser une activité de campagne pour sensibiliser le public aux régimes alimentaires sains pour un monde sans faim*
- *Organiser des festivals et des foires de dégustation et des démonstrations de cuisine sur les marchés alimentaires et des expositions de produits locaux*
- *Organiser des spectacles culturels tels que des concerts, des chorales, du théâtre et même de la danse.*
- *Organiser des activités récréatives et sportives telles qu'une course, une marche, une marche ou même un marathon contre la faim et la malnutrition.*
- *Organiser des conférences, des débats et des tables rondes publiques avec des dirigeants politiques, des éducateurs, des scientifiques et des agriculteurs*
- *Organiser les dons de nourriture qui, autrement, seraient gaspillés ou perdus, conformément à la réglementation locale. Établir des liens avec les magasins, les restaurants, etc.*
- *Prévoir une exposition sur la Journée Mondiale de l'Alimentation pour soutenir vos projets, vos partenariats multi-acteurs ou les produits agricoles de votre région.*
- *Distribution de prix et de récompenses pour récompenser les agriculteurs, les éleveurs, les pêcheurs, les producteurs et leurs associations qui contribuent aux efforts en faveur de la "faim zero" dans votre localité en organisant une cérémonie de remise de prix.*
- *Planter un arbre (fruitiers ou légumes) lors de votre événement de la Journée Mondiale*
- *Organiser des réunions locales, des conférences de presse, des communiqués de presse ou des manifestations sur le sujet pour sensibiliser la société*
- *Organiser une journée de bénévolat pour recueillir de l'argent et soutenir des projets*

d'éradication de la faim avec vos partenaires locaux ou envoyer à la FIMARC pour la Journée Mondiale afin de soutenir d'autres personnes dans le besoin à travers le monde

- *Organiser des activités de sensibilisation sur les régimes alimentaires sains*
- *Organiser des concours de cuisine traditionnelle avec des produits frais locaux afin de sensibiliser aux régimes alimentaires sains*
- *Adopter un régime alimentaire équilibré et sain*
- *Acheter local : promouvoir l'achat chez les agriculteurs locaux chaque fois c'est possible*

Lors de la Journée de l'Alimentation Mondiale de 2019, la FIMARC a exhorté tous ses mouvements membres à mener des réflexions et des actions en vue de l'objectif "Zéro Faim dans le monde grâce à une alimentation saine" et à faire pression sur les gouvernements pour qu'il en soit ainsi. Différentes actions ont été développées par les mouvements de la FIMARC dans leurs pays respectifs

**Des actions
pour la Journée
de
l'Alimentation
Mondiale**



en Inde ...



... et au Kénia



La FIMARC dans l'Eglise

6. Un aumônier pour la FIMARC



En 2016 l'Exco FIMARC a élu le Père Tomas José Sphangero, Argentin, comme nouvel aumônier de la FIMARC pour 4 ans. Le Père Tomas a demandé à l'Exco de trouver un nouvel aumônier en raison de son état de santé. La FIMARC lui exprime sa profonde gratitude et le remercie pour ses services et son engagement en faveur des populations rurales et des communautés paysannes. La FIMARC lui adresse tous ses vœux de prompt rétablissement.

7. Rencontre des Mouvements Internationaux d'Action Catholique Spécialisée (MIACS)

Les dirigeants mondiaux de différents mouvements d'action catholique spécialisés se sont réunis à Bruxelles, les 11 et 12 mai 2019, afin de renforcer leur collaboration et de réfléchir ensemble sur les moyens collectifs de relever les défis d'aujourd'hui et pour approfondir notre analyse sociopolitique par une réflexion critique sur les questions qui touchent nos mouvements, l'Église et le monde.

Le débat nous a permis de formuler un constat sur le monde. Aux Etats-Unis, Trump s'oppose aux institutions, aux migrants, aux médias. Le mouvement de Brexit en Europe, les cinq étoiles en Italie, les manifestations des "gilets jaunes" en France, la Lega contre les migrants, les prières des Polonais contre leurs ennemis : les Allemands, les migrants, et l'Union européenne. Les élections favorisant le retour de régimes autoritaires dans plusieurs pays, les institutions internationales comme l'UNESCO sont abandonnées par les Etats-Unis, ou deviennent le théâtre de conflits entre Etats. De tels développements sont des défis et des menaces pour nos mouvements et la société en général.

La pauvreté, la faim et la malnutrition croissantes, la crise climatique et écologique, l'inégalité et les disparités accrues, les violations massives des droits de l'homme, le manque d'accès à la santé, à l'éducation et à la sécurité sociale affectent les pauvres et les marginaux partout dans le monde. Face à ces défis qui menacent les relations humaines, nous ressentons le besoin d'être solidaires avec les opprimés et les pauvres, indépendamment de leur race, de leur ethnie ou de leur religion et, en tant que mouvements catholiques d'action sociale, de réaffirmer nos actions collectives.

Quelques actions convenues par les mouvements

- Renforcer la collaboration des mouvements d'action catholique spécialisés à différents niveaux
- Préparer un document commun pour expliquer la pertinence des MIACS
- Nous sommes convenus d'organiser également une rencontre et une réflexion collective avec nos partenaires financiers
- Engager des actions collectives et des synergies pour faire entendre la voix des pauvres et des opprimés dans les plateformes des Nations Unies
- Renforcer l'accompagnement de nos mouvements
- Partager régulièrement nos analyses, déclarations et activités entre les mouvements

Les principaux dirigeants de la FIMARC, de la CIJOC, de la JECI, du MIAMSI, du MIDADE, du MIMS ICMICA Pax Romana, du MIJARC étaient présents à la réunion. George Dixon Fernandez (Secrétaire général) a représenté la FIMARC.

8. Vatican : Forum des organisations non gouvernementales d'inspiration catholique

L'Assemblée générale du Forum du Vatican des organisations d'inspiration catholique s'est tenue du 5 au 7 décembre 2019 à la Villa Aurelia à Rome. Le thème général du forum était "Vers une société plus inclusive". Différentes présentations thématiques ont éclairé les sujets tels que les droits de l'homme, le développement, la santé, l'éducation, la famille, la jeunesse et la migration.



Le bureau de la FIMARC et le Cardinal Pietro Parolin (Secrétaire d'Etat du Vatican)

Des ateliers spécifiques ont été organisés sur le thème du renforcement de la cohésion et des collaborations futures, avec un accent particulier sur les modèles de plaidoyer et sur l'élaboration d'un programme commun tourné vers l'avenir. Mgr Ivan Jurkovič Nonce apostolique, Observateur permanent du Saint-Siège auprès des Nations unies à Genève, Mgr Alain Paul Lebeaupin Nonce apostolique auprès de l'Union européenne, Gabriella Gambino Sous-secrétaire, Dicastère du Laïcat, de la Famille et de la Vie, Mgr Bruno Marie Duffé, Secrétaire du Dicastère pour la promotion du développement humain intégral ont partagé leurs points de vue sur ces sujets.



Quelques délégués d'organisations d'inspiration catholique et le secrétaire du Forum du Vatican

Les groupes de travail thématiques sur l'intégration, l'interaction et les nouvelles synergies, la collaboration future et le développement de forums, le plaidoyer dans la pratique et les orientations futures ont fourni un certain nombre d'exemples concrets de travail de plaidoyer sur l'inclusion, indiquant la complexité de la question, les mesures en réponse et le résultat obtenu. Dans leurs groupes de travail, les représentants de la FIMARC ont souligné l'importance de l'encyclique Laudato si comme feuille de route pour les mouvements chrétiens ruraux.

Son Eminence le cardinal Pietro Parolin, secrétaire d'État, a présidé la messe de clôture du forum. Une audience papale a eu lieu le 7 décembre, permettant à tous les participants du forum de rencontrer le pape François dans sa résidence au Vatican. Wolfgang Scharl (Président de la FIMARC), Jean Claude Germon (Trésorier), et George Fernandez (Secrétaire général) faisaient partie de la délégation de la FIMARC au forum.

9. Réunion au Vatican avec le Dicastère pour Les Laïcs, la Famille et la Vie

Wolfgang Scharl, Président de la FIMARC, a été reçu en audience le 8 décembre 2019, par le Cardinal Farrel, Préfet du dicastère pour les « Laïcs, la Famille et la Vie ».

La FIMARC et les organisations mondiales

10. La FIMARC et le Conseil des Droits de l'Homme

HRC 40 and HRC 41 - La FIMARC a participé aux 40e et 41e sessions du Conseil des Droits de l'Homme à Genève en 2019 pour renforcer notre engagement et le suivi du droit à l'alimentation et des droits des agriculteurs. Comme d'habitude, nous avons fait des déclarations orales et écrites lors de ces sessions pour exiger le suivi du processus des droits des paysans et nous nous sommes efforcés d'obtenir la résolution par les gouvernements du conseil des droits de l'homme de poursuivre le travail en relation avec le mécanisme de mise en œuvre de la déclaration des Nations unies sur les droits des agriculteurs et des autres personnes travaillant dans les zones rurales.

11. Le Comité de la Sécurité Alimentaire Mondiale (CSA 46) et le Forum de la Société Civile 2019

Le Comité de la sécurité alimentaire mondiale (CSA) est la principale plateforme internationale et intergouvernementale inclusive permettant à toutes les parties prenantes de travailler ensemble pour assurer la sécurité alimentaire et la nutrition pour tous. Toute organisation appartenant à la société civile et travaillant sur la sécurité alimentaire et la nutrition peut y adhérer et y participer. Le Comité rend compte à l'Assemblée générale des Nations unies par l'intermédiaire du Conseil économique et social (ECOSOC) et à la Conférence de la FAO. Le CSA a tenu sa quarante-sixième session du 14 au 18 octobre 2019 au siège de la FAO à Rome.

Les principales conclusions de cette session :

- la reconnaissance du fait que la faim dans le monde est en augmentation depuis 2015, revenant à des niveaux jamais atteints depuis 2010-2011 et la nécessité d'une "Accélération des progrès sur le SDG2 pour atteindre tous les objectifs de développement durable".

- l'importance des "approches agroécologiques et autres approches innovantes pour une agriculture et des systèmes alimentaires durables qui améliorent la sécurité alimentaire et la nutrition".

- le programme de travail stratégique approuvé pour 2020-23, avec les axes thématiques suivants : systèmes alimentaires et nutrition ; approches agroécologiques et autres approches novatrices ; égalité des sexes et autonomisation des femmes ; engagement et emploi des jeunes dans l'agriculture et les systèmes alimentaires ; outils de collecte et d'analyse des données ; réduction des inégalités en matière de sécurité alimentaire et de nutrition.



Intervention de George Fernandez pendant le CSA 46

- l'importance de créer des conditions permettant d'impliquer les femmes rurales dans les stratégies, politiques et programmes liés à la sécurité alimentaire et à la nutrition.

- l'intérêt de la Décennie des Nations unies pour l'agriculture familiale (2019-2028), et la nécessité de créer davantage de synergies entre la Décennie et le CSA, en favorisant l'application des instruments politiques du CSA.

Le Mécanisme de la Société Civile et des peuples autochtones (MSC) pour les relations avec le Comité de la Sécurité Alimentaire mondiale (CSA) des Nations unies est le plus grand espace international d'organisations de la société civile (OSC) travaillant à l'éradication de l'insécurité alimentaire et de la malnutrition. Le MSC a été fondé en 2010, en tant que partie essentielle et autonome du CSA. L'objectif du MSC est de faciliter la participation et l'articulation de la société civile dans les processus politiques du CSA.

Le MSC est un espace ouvert et inclusif et n'a pas de membres officiels, mais des organisations participantes. Toute organisation appartenant à la société civile et travaillant dans le domaine de la sécurité alimentaire et de la nutrition peut y adhérer et y participer. Le forum annuel du MSC a préparé tous les points de l'ordre du jour discutés en plénière du CSA et a fait des déclarations collectives pertinentes, soulevant les préoccupations des groupes d'intérêt les plus concernés dans le monde entier.

Wolfgang Scharl (président de la FIMARC), M. Rony Joseph (coordinateur de la FIMARC en Asie) et M. George Dixon Fernandez (secrétaire general), ont participé au CFS 46 ainsi qu'au précédent forum annuel du MSC qui s'est tenu les 12 et 13 octobre 2019 à Rome. M. Rony Joseph est le membre du Comité de coordination du MSC représentant le groupe des agriculteurs et il a également participé à la réunion du CC qui s'est tenue les 10 et 11 octobre

12. La FIMARC et le suivi de la déclaration de l'ONU sur les Droits des Paysans et autres travailleurs ruraux

Nous avons un engagement continu au sein du Conseil des droits de l'homme et, en tant que tel, nous avons participé à toutes les étapes préalables qui ont permis ce processus de défense des droits des paysans, y compris les rapports du Conseil consultatif et les discussions bilatérales menées au début avec La Via Campesina. Lors de la présentation du rapport du Conseil consultatif, ainsi que pour la

résolution, nous avons fait des déclarations de soutien orales et écrites. Nous y avons vu une ouverture pour renforcer les droits spécifiques des paysans et des populations rurales, et l'opportunité de nous investir davantage et d'inciter les gouvernements à reconnaître ces droits.

Au début, seules deux organisations paysannes, La Via campesina et la FIMARC, étaient impliquées. Nous avons fait différentes interventions sur ce que signifie le terme "paysans" et nous avons plaidé pour l'élargissement du titre de la Déclaration afin d'y inclure une perspective plus large, d'ajouter d'autres formes d'emploi rural. Non pas pour diluer mais pour soutenir la dignité de toutes les formes de vie et d'emplois ruraux.

Depuis 2012, date de la première réunion du Groupe de travail intergouvernemental à composition non limitée (OEIWG), la FIMARC a participé à toutes les sessions et à différentes réunions de lobbying à Genève par le biais de notre groupe de travail sur les droits de l'homme dans le cadre de notre travail collectif avec le CETIM et la Via Campesina pour mobiliser le soutien de divers acteurs à ce processus. En décembre 2018, l'Assemblée Générale de l'ONU a adopté la "Déclaration des Nations Unies sur les droits des paysans et autres personnes travaillant en milieu rural".

Cette adoption est une démonstration que les "peuples" - en l'occurrence les paysans et leurs alliés - peuvent changer le droit international. En effet, l'idée d'une déclaration des Nations unies est venue de l'Union des agriculteurs indonésiens il y a 17 ans. D'étape en étape, le projet a pris forme, avec l'implication de La Via Campesina puis de la FIMARC et d'autres alliés, pour faire de cette Déclaration une réalité

Cette déclaration des Nations unies sur les droits des paysans est un outil de travail pour tout groupe dans tout pays. Chaque organisation doit se l'approprier : lire le texte, organiser des réunions très diverses pour présenter et discuter la Déclaration, l'utiliser comme un moyen de défendre nos droits et de faire un travail collectif. Il est donc essentiel de diffuser ce texte à travers le réseau de l'organisation dans chaque pays. La FIMARC a donc pris différentes initiatives pour faire connaître cette déclaration telles que :

- * Diffusion de la déclaration en différentes langues auprès de nos mouvements, partenaires et autres réseaux
- * Soutien de la publication du CETIM sur la Déclaration des Nations Unies sur les droits des paysans
- * Participation à diverses réunions de plaidoyer pour la promotion de cet outil et pour exiger sa mise en œuvre
- * Planification de consultations dans différents pays à l'avenir

13. Le lancement Mondial de la Décennie des Nations Unies pour l'Agriculture Familiale (2019-2028)-FAO Rome, Italie


Le 20 décembre 2017, l'Assemblée générale des Nations unies a adopté à l'unanimité la résolution (A/RES/72/239), par laquelle elle a déclaré la période 2019-2028 Décennie de l'agriculture familiale. La FAO et le FIDA ont activement soutenu la campagne qui a conduit à cette résolution et ont été invités par l'Assemblée générale à codiriger la mise en œuvre de la Décennie en coopération avec un large éventail de partenaires.

S'appuyant sur le succès de l'Année internationale de l'agriculture familiale de 2014 et sur l'amélioration des connaissances sur la contribution multiple des agriculteurs familiaux à la vie rurale

durable, la décennie visera à se concentrer systématiquement sur les questions transversales et multidimensionnelles qui préoccupent les agriculteurs familiaux. L'objectif est d'améliorer les résultats nationaux dans le cadre des objectifs de développement durable (ODD), tout en positionnant les agriculteurs familiaux comme des agents clés du changement dans la transformation des systèmes alimentaires. La Décennie donnera dix années supplémentaires à un large éventail de parties prenantes pour renforcer les engagements politiques en vue de reformuler les programmes et les dispositions institutionnelles au profit de l'agriculture familiale.

Le lancement mondial de la Décennie des Nations Unies pour l'agriculture familiale, co-organisé par la FAO et le FIDA, a eu lieu du 27 au 29 mai 2019, au siège de la FAO à Rome, en Italie.

Les principaux objectifs de l'événement étaient les suivants

- 
- Présenter les objectifs de la Décennie et le Plan d'action mondial ;
 - Rechercher l'engagement des différentes parties prenantes par des actions concrètes au niveau national pour soutenir les petites exploitations agricoles familiales par des politiques et des investissements favorables ;
 - Faire mieux comprendre les potentiels et les contributions multidimensionnelles de l'agriculture familiale et la manière dont elle peut contribuer à la réalisation des objectifs de développement durable.

Le lancement mondial, qui s'est déroulé sur trois jours, a été précédé de deux jours de réunions préparatoires au cours desquelles des échanges directs ont eu lieu avec et entre les agriculteurs familiaux de différentes régions et de différents secteurs, ainsi que des forums permettant d'engager des discussions sur les actions potentielles dans différentes régions. Il a été suivi par un lancement officiel de haut niveau de la décennie le 29 mai 2019.

L'événement a rassemblé une série de parties prenantes œuvrant pour une alimentation et une agriculture durables, notamment des représentants de gouvernements, d'organisations intergouvernementales, d'organisations de la société civile et du secteur privé, en mettant l'accent sur les agriculteurs et leurs organisations et groupes d'intérêt mondiaux, régionaux et nationaux.

Du 27 au 29 mai, une délégation de la FIMARC s'est jointe à l'événement de lancement mondial de la Décennie des Nations Unies pour l'agriculture familiale (UNDF) pour réitérer l'ouverture et l'engagement de la FIMARC à travailler avec toutes les organisations paysannes et autres parties prenantes concernées pour développer et mettre en œuvre des politiques de soutien aux agriculteurs familiaux, en proposant des actions collectives et cohérentes qui peuvent être prises au cours des dix prochaines années.

Nous avons participé activement à cet événement de trois jours, en prenant la parole pour apporter nos positions ainsi que la position collective des organisations d'IPC dans le cadre d'une série de sessions axées sur les aspects de l'agriculture familiale dans différentes régions, ainsi que sur les défis et les opportunités pour l'agriculture familiale.

Naiyana Vichitporn (coordinatrice de la FIMARC Asie) et George Fernandez (secrétaire général de la FIMARC) faisaient partie de la délégation de la FIMARC qui a apporté une contribution significative aux débats politiques de cet événement des Nations unies.

14 Facilitation du Mouvement Mondial pour la souveraineté Alimentaire (CIP)

Le CIP (Comité International de Planification pour la Sécurité Alimentaire) est un réseau mondial autonome et autogéré de plus de 45 mouvements populaires et d'ONG qui travaillent avec au moins 800 organisations dans le monde entier. Le CIP sert de mécanisme d'information et de formation sur les questions relatives à la souveraineté alimentaire. Il promeut des forums dans lesquels les mouvements populaires et autres organisations de la société civile impliqués dans les questions d'alimentation et d'agriculture peuvent débattre, articuler leurs positions et construire leurs relations aux niveaux national, régional et mondial. Il facilite le dialogue et le débat entre les acteurs de la société civile, les gouvernements et les autres parties prenantes à tous les niveaux. Il n'est pas une structure centralisée et ne prétend pas représenter ses membres. Il n'aspire pas à constituer une interface de la société civile avec la FAO et d'autres institutions, mais constitue plutôt un espace pour les OSC qui se reconnaissent dans le programme de souveraineté alimentaire adopté lors du forum de 2002.

La FIMARC participe activement à la plateforme du CIP depuis de nombreuses années. Nous participons régulièrement à toutes les assemblées générales mondiales, par exemple au Brésil en 2013, en Inde en 2015 et en Afrique du Sud en 2018. M. George Dixon Fernandez, secrétaire général de la FIMARC, a été élu membre du comité de facilitation mondial du CIP lors de la dernière assemblée générale qui s'est tenue en Afrique du Sud. La FIMARC est également responsable du travail de coordination et du renforcement du CIP en Asie. En 2019, la FIMARC a poursuivi son engagement dans le CIP au niveau mondial ainsi que dans divers continents pour renforcer notre travail sur la Souveraineté alimentaire.

La FIMARC a également participé activement à la préparation de la conférence régionale de la FAO et à la participation de la société civile, dans le cadre de laquelle le CIP a reçu un mandat de la FAO. Nous avons participé à diverses réunions préparatoires organisées par le bureau régional de la FAO en Thaïlande en vue de la conférence régionale de la FAO pour l'Asie et le Pacifique en 2020. Nous avons également soutenu les travaux préparatoires de la conférence régionale africaine de la FAO qui est prévue en 2020.

Le Comité international de planification pour la souveraineté alimentaire (CIP) a organisé la réunion du Comité de facilitation du 9 au 11 décembre 2019 au Borgo di Tragliata, Rome, Italie. George Fernandez, secrétaire général de la FIMARC, a participé à cet important événement. L'objectif principal de cette réunion était d'évaluer la mise en œuvre des engagements pris par le CIP lors de la dernière Assemblée générale (Le Cap, mars 2018) et de discuter du rôle et de la stratégie du CIP sur la manière de mieux répondre aux défis et aux opportunités des contextes nationaux, régionaux et internationaux actuels.

Les 4 grandes priorités sur lesquelles la réunion s'est concentrée :

- Évaluer le contexte actuel ainsi que le rôle et la pertinence du CIP dans ce contexte.
- Définir concrètement, dans le cadre du mandat des accords du Cap, les stratégies et les actions pour répondre aux défis actuels.
- Évaluer le fonctionnement actuel du CIP (Assemblée générale, Comité de facilitation, Groupes de travail, Régions, Secrétariat).
- Définir et convenir de propositions concrètes pour améliorer le fonctionnement interne (communication, collecte de fonds, formation).

La réunion a décidé de travailler sur les domaines suivants en 2020

- Préparer un document d'analyse socio-politique dans le cadre du projet de Sommet mondial sur le système alimentaire durable 2021
- Le CIP s'efforcera de renforcer les groupes de travail existants et actifs (agroécologie ; terre, eau, forêts et territoires ; biodiversité agricole ; pêche ; peuples autochtones) plutôt que d'en créer de nouveaux.
- Le CIP encouragera les discussions sur l'élevage dans les groupes de travail sur l'agroécologie, la biodiversité agricole, la terre, l'eau, les forêts et les territoires,
- Les travaux sur l'eau seront renforcés au sein du groupe de travail "Terre, eau, forêts et territoires".
- Les discussions sur le commerce et les marchés territoriaux seront encouragées dans les débats politiques
- Établir de nouvelles priorités et prendre la décision stratégique de travailler au-delà de Rome. Chaque groupe de travail élaborera une cartographie des espaces pertinents pour étendre leur travail au-delà de la FAO

La FIMARC et les Mouvements en Afrique

15. Kenya : Initiative de la FIMARC pour renforcer l'agriculture durable et l'agroécologie - histoires vraies et meilleures pratiques

En 2019, DESECE-Kenya a réalisé de nombreuses activités sur l'agriculture durable et l'agroécologie.

- 1 Organisation d'une campagne d'activités pour sensibiliser les agriculteurs familiaux à la diversification de leurs activités agricoles.
- 2 Organisation de 4 journées de terrain avec d'autres parties prenantes afin de partager les meilleures pratiques en matière de production alimentaire et les alternatives qui visent à atteindre l'objectif de la faim zéro chez les paysans. Les thèmes abordés étaient la sécurité alimentaire et le développement économique, le compostage, la sélection des semences et la lutte intégrée contre les parasites (IPM).



Mme Gladys Mukhwana : Sensibilisation à l'agriculture durable et à l'agro-écologie en agriculture familiale lors de la visite terrain



Chez une famille d'agriculteurs biologiques durables membre du groupe de Boresha Matisi à Bungona West

- 3 Organisation d'une formation résidentielle sur l'agriculture, le leadership, le genre et l'agriculture biologique durable avec 32 participants.
- 4 Organisation de formations d'une journée avec des groupes et des institutions, sur l'agroécologie et l'agriculture durable pour assurer la souveraineté alimentaire et les moyens de subsistance. Formation d'un club des droits de l'enfant pour le transfert de connaissances intergénérationnel sur la conception de potagers bio-intensifs, les forêts alimentaires, le compostage, la lutte intégrée contre les parasites (IPM).



Visite de démonstration au champ sur l'établissement des semis et la gestion des cultures



Formation de Mr Anula au centre DESECE sur l'agriculture biologique soutenable, le leadership et le genre.



Formation de clubs des droits de l'enfant à l'école pour que les élèves comprennent leurs droits et leurs responsabilités afin de leur permettre d'adopter l'agriculture dès leur plus jeune âge par Mme Catherine Nyongesa, responsable des droits de l'homme.

- 5 Organisation d'une réunion consultative avec les fonctionnaires pour plaider en faveur de politiques de soutien à la production, la consommation et l'agro écologie durable dans la région
- 6 Renforcement des capacités du personnel en matière de dialogue politique sur la manière d'aborder les questions de soutien à la production durable et la mobilisation des ressources..



Réunion préparatoire au plaidoyer politique de M. Kizito et M. Bumula, responsables de programme et des représentants de Voice of Bungoma



Réunion de renforcement des capacités du KRCS pour discuter des questions politiques et de la mobilisation des ressources

16. Congo : atelier régional FIMARC, MIJARC, JOCI et Entraide et Fraternité Renforcement des capacités sur l'accès à la terre et les droits fonciers en Afrique centrale



Le séminaire sur l'accès à la terre et les droits fonciers a eu lieu à Mbakana, au Congo RDC, du 25 au 29 novembre 2019. Ce séminaire a été organisé par la FIMARC, le MIJARC, la JOCI et Entraide et Fraternite avec la participation de 27 personnes de 11 pays.

L'objectif de ce séminaire était d'analyser la situation de l'accès à la terre et des droits fonciers des jeunes, des femmes et des paysans en Afrique centrale et de comprendre les lois et initiatives existantes dans les différents pays qui facilitent l'accès à la terre et aux droits fonciers.

Rationalisation du thème et analyse clé du contexte

La demande et la valeur croissantes des ressources naturelles de l'Afrique ne feront qu'intensifier les conflits autour de ces biens. En outre, le changement climatique, l'insécurité alimentaire et la demande croissante d'énergies alternatives vont encore accroître les tensions sur l'utilisation et l'accès aux terres. Les familles de petits exploitants agricoles risquent de perdre des terres qui sont cultivées depuis des générations. Les raisons de cette situation sont diverses : spéculation foncière, expropriation par l'État, accaparement illégal de terres par des investisseurs indigènes ou étrangers. Dépossédées de leurs terres, ces familles sont également privées de leurs maisons, de leurs racines culturelles et de leurs perspectives d'avenir.

Dans de nombreux pays africains, les lois peuvent reconnaître le contrôle communautaire (le droit coutumier) sur les terres, mais elles doivent être renforcées pour reconnaître des droits de propriété plus solides. Même lorsque la propriété est reconnue, les lois ou les règlements peuvent limiter certaines utilisations de la terre. L'incohérence des lois régissant d'autres secteurs tels que les industries extractives, l'agroalimentaire et la conservation peut également avoir un impact négatif sur les droits fonciers des autochtones et des communautés. En outre, la reconnaissance juridique formelle des terres indigènes et communautaires ne suffit pas à garantir la sécurité d'occupation. Les États et les autres acteurs doivent également respecter, soutenir et appliquer ces protections juridiques.

A. Les actions à mener au niveau local et national :

- 1- Organiser des campagnes de sensibilisation et de formation des agriculteurs sur les droits fonciers.
- 2- Organiser des campagnes de plaidoyer pour exiger et défendre le droit d'accès à la terre des populations vulnérables.
- 3- Organiser la restitution des activités et des résultats de la présente rencontre aux autorités ecclésiastiques, aux autorités politico-administratives, aux populations locales afin d'élargir le mouvement.
- 4- Intégrer dans les programmes d'éducation des jeunes l'importance de la terre pour une vie rurale digne.
- 5- Mettre en place des politiques agricoles nationales et régionales qui facilitent l'accès des jeunes à la terre et aux ressources productives.
- 6- Mettre en place des services juridiques pour aider les personnes à résoudre les conflits liés à l'accès à la terre et à connaître les procédures afférentes.
- 7- Création de réseaux dans le domaine de la propriété foncière. Créer un observatoire sur ces questions.
- 8- Décentraliser les services fonciers.
- 9- Traduire les textes du droit foncier dans les langues locales.
- 10- Accompagner les paysans dans la sécurisation de leurs terres.
- 11- Populariser les procédures d'accès à la terre.
- 12- Réaliser une enquête de terrain sur la question de l'accès à la terre et des droits fonciers.
- 13- Sensibiliser les femmes et renforcer leurs capacités à accéder aux postes politiques.
- 14- Former les jeunes à l'entrepreneuriat agricole.

B. Actions à mener aux niveaux régional et international :

- 1- Promouvoir l'échange d'expériences entre pays sur l'accès à la terre et les droits fonciers.
- 2- Mettre en place un réseau sous-régional dont le rôle est de défendre les intérêts des paysans par le biais des structures d'appui aux paysans.
- 3- Promouvoir des rencontres d'échanges au niveau régional/sous-régional.
- 4- Mettre en place un observatoire sur les questions foncières.
- 6- Constituer la documentation des textes juridiques nationaux, régionaux et internationaux relatifs à l'accès à la terre.



Les principales conclusions et les propositions finales

17. Sénégal : le MARCS et le soutien à l'agriculture familiale

Dans le prolongement de l'Assemblée Mondiale de Thiès , le MARCS se mobilise sur le soutien à l'agriculture familiale à travers différentes manifestations :

- Participation à la session nationale du Laïcat à Popouguine (décembre 2019) sur « les approches pour un Mouvement Paysan Catholique plus proche du Monde rural »
- Après les journées diocésaines du Monde Rural de NDiaganiao (Dakar) et de Mont-Roland (Thiès) « Des systèmes alimentaires et agricoles propres aux acteurs » le MARCS se mobilise en vue de la journée diocésaine du Monde Rural qui se tiendra à Batal , Diocèse de Thiès en février 2020 sur le thème « *Renforçons l'agriculture familiale pour préserver notre santé et l'environnement* »



L'investissement des membres du MARCS dans l'agriculture coopérative : la production de bananes à Nguène (Tambacounda)

La FIMARC et les Mouvements en Amérique Latine

18. Bolivie : Séminaire régional conjoint sur le transfert intergénérationnel des connaissances et le rôle des femmes - Novembre 2019

Le séminaire régional latino-américain sur le "transfert intergénérationnel des connaissances et du rôle des femmes" s'est tenu à La Paz, en Bolivie, du 1er au 4 novembre 2019. Il s'agissait d'une initiative conjointe de la FIMARC et du MIJARC, soutenue par le DKA, Autriche. Plusieurs réunions préparatoires ont eu lieu à Bruxelles et en ligne avec des dirigeants sud-américains et des dirigeants mondiaux de la FIMARC et du MIJARC. Manuel Moran (El Salvador), Modesta Arevalos (Paraguay), German Vargas (Bolivie), George Fernandez (Secrétaire Général de la FIMARC), Jao (Brésil), Joel (Bolivie) et Krishnakar Kummari (Président du MIJARC) étaient les membres de l'équipe préparatoire. Le pays hôte, la Bolivie, a connu une agitation politique sans précédent pendant la période prévue du programme. Après de longues discussions sur les conditions de sécurité dans le pays, nous avons décidé de maintenir le séminaire comme prévu pendant la première semaine de novembre 2019, étant donné que toutes les dispositions pratiques, y compris la réservation de l'hébergement et l'achat des billets d'avion, avaient déjà été prises.



Une présentation sur les relations intergénérationnelles et le transfert de connaissances (Tendances socioculturelles, économiques et démographiques - défis et impact pour l'agriculture rurale) a été faite par José Luis Aguilera, expert en ce domaine.



Le deuxième intervenant, Jesús Calleja, a présenté le thème du transfert intergénérationnel des connaissances et du rôle des femmes au moyen d'une méthode d'interview qui permet de présenter chacun d'entre eux, de générer de l'empathie et du dynamisme.

Une visite de terrain a été organisée pendant le séminaire et les délégués ont été reçus par un groupe de producteurs qui travaillent de manière organisée à 3200 mètres d'altitude. L'un d'entre eux est membre de la Pastorale sociale de La Paz, qui est divisée en six régions desservant 50 institutions. Les délégués ont eu une session interactive avec les groupes.

Des délégués d'Argentine, de Bolivie, du Pérou, du Brésil, d'Equadore, du Paraguay et de Colombie ont participé à cet atelier d'échange entre jeunes et adultes.

La FIMARC et les Mouvements en Asie

19. Thaïlande & Indonésie : La campagne FIMARC sur l'Agriculture Familiale en Asie

La campagne de la FIMARC sur l'agriculture familiale continue de progresser. A travers cette campagne, la FIMARC essaie d'influencer les décideurs, les gouvernements, les organisations internationales, l'église, tous les autres leaders religieux, les producteurs, les consommateurs et la société en général pour soutenir et promouvoir l'agriculture familiale. La FIMARC a soutenu des initiatives continentales/nationales en relation avec la campagne sur l'agriculture familiale et a facilité l'échange d'approches réussies entre ses membres.

➤ Atelier FIMARC au niveau national sur l'agriculture Familiale

A. Atelier de renforcement des capacités sur l'agriculture familiale et les droits des agriculteurs en Thaïlande au RTRC de Chiang Mai

La FIMARC a organisé un atelier national de renforcement des capacités sur l'agriculture familiale et les droits des agriculteurs en Thaïlande au RTRC de Chiang Mai, du 26 au 28 décembre 2019 avec le programme suivant :

- i) présentation des participants pour se connaître et partager leurs histoires d'exploitations familiales.
- ii) les orientations au plan d'action mondial des Nations unies pour l'agriculture familiale.



- iii) présentation de M. Geiytisak Chatdee de l'Institut des communautés agricoles durables (ISAC) sur le thème "Construire de meilleures communautés basées sur un système agricole durable et un marché équitable".

iv) visite de terrain pour comprendre les problèmes des agriculteurs familiaux de la région et les meilleures pratiques. Les participants ont visité le réseau ISAC, district de San sai, Chaing Mai.



Visite de la ferme bio de Mme. Lawan, Village de San pa pao, Chaing Mai



Visite du moulin de riz de la Communauté, Village de Nong yang, Chiang Mai



Visite finale du marché bio, district de Mae Heai, Chiang Mai

Un forum d'échange sur les initiatives communautaires d'agriculture familiale

Six représentants des participants, issus des communautés de Karen, Lawa, Lahu et autres localités de Thaïlande, ont fait part de leurs pratiques agricoles familiales dans leurs communautés. L'agriculture familiale est une pratique traditionnelle dans toutes les communautés et continue à être pratiquée dans la vie de tous les jours. Chaque communauté ethnique a un nom spécial pour la famille, comme dans la province de Phayao, le thaï local nommé Soun Hee, Karen appelé Mue wae de ko loue poo, Lawa a appelé Lapuem, Lahu a appelé Wo ja wo ma sae ja we, Le fondement du système d'agriculture familiale est l'autosuffisance dans la production des aliments de base comme le riz, les légumes, le porc, la vache, le poulet et la pêche, selon la philosophie de l'économie de suffisance du Roi Rama le 9



Plan d'action agréé par les participants :

1. Chaque participant réalise son propre plan d'action sur l'agriculture familiale

- Démarrer de manière systématique le plan d'exploitation familiale
- Mettre en place un centre d'apprentissage de l'agriculture familiale
- Faire son propre compost

- Révision et promotion de l'agriculture familiale dans leur communauté

2. Programme d'échange entre agriculteurs

3. Mise en réseau, équipe de conseillers, personnel, institut et organisation

- - Compétence en matière d'agriculture
- - Universitaire
- - Recherche participative communautaire sur l'agriculture familiale

4. Constitution du comité de l'agriculture familiale composé

- Ms. Mayuree Srisuk - Women committee(Karen)
- Mr. Suriya Sangusonnaiprasuta - Village leader from Mae tang area (Karen)
- Ms. Boonsri Phasil - Women leader in Mae pon nai (Karen)
- Ms. Namoo Mejue - Women leader (Lahu)
- Mr. Peat Sakhongnanthakul - Village leader from Mae Hua village (Lawa)
- Ms. Sangdean Kantanil - Women leader from Mae Sai sub district (Local Thai)
- Mr. Adirek Phuwiwat - Village leader from Mae Sai sub district (Local Thai)
- RTRC - Coordinator body



B. Indonésie : Atelier national sur le renforcement des capacités de l'agriculture familiale

L'atelier national de renforcement des capacités de la FIMARC avec visite sur le terrain s'est tenu à la maison de M. Subagyo, dans le hameau de Jurangdepok, à Banjarasri, district de Kulon Progo, Indonésie, du 19 au 21 novembre 2019 et a été organisé par le WFDFM (Mouvement des Agriculteurs et des pêcheurs d'Indonésie pour la Journée Mondiale de l'Alimentation), Le séminaire a été ouvert par un exposé des questions d'actualité sur la situation de l'agriculture familiale en Indonésie par Ronny Novianto (conseil d'administration du secrétariat de la WFDFM en Indonésie). Une présentation de données statistiques sur les agriculteurs pauvres en Indonésie, qui détiennent moins de 5000 m² de terres, en particulier dans les villages où les agriculteurs sont regroupés. Différentes sessions de réflexion sur les questions relatives à l'agriculture familiale ont été organisées avec l'aide de 5 personnes ressources et animées par M. Subagyo.

1. Objectifs et résultats obtenus

- Réalisation d'une analyse sur la situation actuelle de l'agriculture familiale en Indonésie.
- Discussion des besoins réels de l'agriculture familiale
- Augmentation de la puissance et la limitation de l'agriculture familiale
- Regroupements des informations sur les obstacles rencontrés par l'agriculture familiale.
- Amélioration de l'implication dans le renforcement de l'agriculture familiale.
- Resserrement des liens entre les personnes, les autorités locales, l'église paroissiale et les ONG dans le même souci de l'agriculture familiale.

2. Participants

Les participants au séminaire, aux discussions et à l'exposition sont les suivants

- Agriculteurs
- Praticien de l'agriculture familiale
- Les leaders de la communauté
- Activiste d'une ONG
- Activités de l'Église / dirigeants
- Administration locale du village (villages de Banjarasri, de Banjararum et de Pagerharjo)
- BPP (Balai Penyuluhan Pertanian) Organe de tutelle du département de l'agriculture du gouvernement du district de Kulon Progo.



L'agriculture familiale est un système de subsistance des familles d'agriculteurs qui se concentre sur le secteur agricole comme principale source économique de revenus. L'agriculture familiale fonctionne de manière à ce que chaque membre de la famille ait le droit de déterminer et de planifier l'entreprise agricole.

En Indonésie, il existe 25,1 millions de familles d'agriculteurs, dont 55 % sont de petits exploitants. Chaque famille d'agriculteurs possède moins de 5000 m². Dans le contexte du district de Kulon Progo, où le Mouvement des agriculteurs et des pêcheurs d'Indonésie (WFDFFM) a été créé à l'occasion de la Journée mondiale de l'alimentation, le mouvement des familles d'agriculteurs est réparti dans plusieurs sous-districts tels que Kalibawang, Nanggulan, Samigaluh, Girimulyo, etc. où chaque famille ne gère que 3000 m² en moyenne ; certains agriculteurs ont même moins de terres, et doivent travailler pour une part sur les terres de propriétaires fonciers.

Les travaux agricoles sont réalisés par plusieurs parties prenantes, telles que le BPP (Balai Penyuluhan Pertanian), un organisme de surveillance juridique qui relève du département de l'agriculture du gouvernement du district de Kulon Progo, l'église paroissiale de Boro, Kalibawang, Kulon Progo, qui couvre deux sous-districts, celui de Samigaluh et celui de Kalibawang.



Actions clés proposées :

1. Commencer à optimiser chaque jardin familial avec les potentiels des cultures locales en fonction des conditions climatiques et des perspectives de marché.
2. Collaborer avec le gouvernement, l'église paroissiale et les ONG (WFDFM Indonésie) et la FIMARC pour promouvoir et élargir le mouvement de l'agriculture familiale.
3. Créer un groupe de médias par le biais du WAG pour la coordination et la diffusion d'informations entre les membres (participants).
4. Une réunion de coordination et une réunion d'évaluation auront lieu tous les 3 mois. Début en janvier 2020 (2-3 mois) après la tenue du séminaire sur l'agriculture familiale. La date sera fixée après cette date.
5. Échange de compétences et d'innovations entre autres dans le domaine de l'agriculture familiale.

20. Forum 2019 des leaders laïcs d'Asie (ALL) - Chiangmai, Thaïlande

En tant que membre de l'Église, le Forum des leaders laïcs d'Asie (ALL Forum) promeut l'esprit de "tendre la main" aux personnes marginalisées. Pour cela, on distingue les éléments suivants : les collaborations entre les organisations partenaires, la mise en place de programmes continus et holistiques pour la formation des jeunes, comme l'Académie asiatique de la jeunesse (AYA), le Forum asiatique de théologie (ATF) et "l'école en mouvement". L'ALL Forum a organisé l'Asian Youth Academy (AYA)/Asian Theology Forum (ATF) au cours des dix dernières années. L'ALL Forum est basé sur des collaborations concrètes et axées sur la pratique entre cinq partenaires : le WTI spécialisé dans les questions sociales, la Fondacio Asia axée sur la spiritualité, le JCIM et le RTRC axés sur l'écologie et l'AP du Mouvement international des étudiants catholiques (MIEC). L'ALL Forum se concentre sur les catholiques, mais ne se limite pas à eux. Il promeut une rencontre et un apprentissage œcuméniques, interreligieux et interculturels plus larges pour une croissance mutuelle. Afin de faire du Peuple de Dieu une véritable Église locale d'Asie, ALL Forum s'engage sur des questions urgentes telles que les jeunes, les femmes et les filles, l'écologie, les migrants, les peuples indigènes (IP) et autres personnes marginalisées que la FABC a désignés comme "préoccupations pastorales spéciales" en s'appuyant sur les enseignements sociaux catholiques (CST) et l'évaluation de la "spirale pastorale" de la FABC.

L'organisation axée sur l'écologie RTRC (Research and Training Center for Religio-cultural Community) de Chiangmai, qui est une organisation de collaboration de ALL forum, est partenaire de la FIMARC en Thaïlande. Le Forum des leaders laïcs d'Asie (ALL) 2019, qui comprend l'Académie asiatique de la jeunesse et le Forum asiatique de théologie, s'est tenu à Chiang Mai, en Thaïlande, du 1er au 10 août 2019 au Centre CLUMP (Communal Life of Love and the Unity of Mountain People Foundation), à Doi Tong, Chiang Mai, sur le thème "**Les sagesse des traditions religieuses/culturelles en Asie en réponse à la crise écologique et à la sécurité humaine**". Centre de recherche et de formation pour les communautés religieuses et culturelles (RTRC), le partenaire de la FIMARC a été l'organisateur local du ALL forum 2019. Le programme comprenait le renforcement des capacités des jeunes sur différents sujets, notamment le dialogue

interconfessionnel, l'engagement communautaire, des visites de terrain, les rapports nationaux, le partage des meilleures pratiques, les entretiens d'orientation sur les principaux problèmes mondiaux. George Fernandez, secrétaire général de la FIMARC, a été l'un des principaux intervenants du forum sur le thème "Implication de la Déclaration des Nations unies sur les droits des paysans et autres peuples (UNDRPOP) et contribution de l'agriculture familiale et de petite taille à l'écologie intégrale". De nombreux délégués de la FIMARC de Thaïlande ont également participé au forum.

21. Conférence régionale Asie-Océanie de haut niveau "L'avenir du travail"

La Commission internationale catholique pour les migrations (CICM) a organisé une conférence régionale Asie-Océanie de haut niveau sur "l'avenir du travail", du 1er au 4 décembre 2019 à Bangkok, en Thaïlande, en lien avec la réunion annuelle du groupe de travail Asie-Océanie de la CICM.

La Conférence régionale de haut niveau sur l'avenir du travail est organisée dans le cadre d'une initiative de deux ans mise en place par un réseau d'organisations inspirées par l'Église catholique et actives dans le domaine de la défense des droits des travailleurs, intitulée "L'avenir du Travail ; Le travail après Laudato Si". Elle vise à rassembler les chefs religieux, les partenaires sociaux et les représentants d'ONG engagés pour la promotion du travail décent et des politiques justes en matière de migration du travail. Cette initiative a été menée en étroite collaboration avec l'Organisation internationale du travail (OIT), notamment en ce qui concerne la célébration du centenaire de l'OIT et le rapport de sa Commission spéciale sur l'avenir du travail. La CICM a joué un rôle de coordination de cette initiative, qui comprend six pistes de recherche différentes sur l'avenir du travail ainsi que diverses réunions sur des sujets connexes. Elle est également l'organisation chef de file du volet de recherche sur la migration de la main-d'œuvre.

La conférence a rassemblé environ 70 participants, dont des fonctionnaires de l'OIT, de l'OIM, du HCR, de l'UNICEF, du HCDH, de la section des migrants et des réfugiés du Vatican, des chefs religieux de différentes traditions religieuses, ainsi que des membres du groupe de travail de la CICM et des représentants d'autres organisations d'inspiration catholique et de la société civile. La FIMARC a participé au groupe de travail de la CICM sur les migrations Asie-Océanie, qui a été mis en place pour répondre au besoin croissant de renforcer la voix de l'Église catholique en Asie et de favoriser l'échange d'informations sur les questions liées aux migrations. Au cours de cette réunion, le groupe de travail s'est concentré sur trois thèmes prioritaires : 1) Les enfants migrants et réfugiés, en particulier ceux qui sont séparés de leurs parents ou non accompagnés par eux ; 2) La migration de travail, en particulier celle qui s'effectue dans des conditions de travail indécentes, forcées ou involontaires ; 3) Le trafic d'êtres humains et la contrebande.

Naiyana Vichitporn, coordinatrice de la FIMARC pour l'Asie, a participé à cette initiative pour faire connaître les préoccupations des travailleurs agricoles et ruraux.

22. Réunion de la coordination FIMARC Asie, Chiangmai, Thaïlande

La réunion des coordinateurs asiatiques de la FIMARC s'est tenue au RTRC, à Chiangmai, les 6 et 7 novembre 2019. Naiyana Vichitporn de Thaïlande, Asha Dasanayake du Sri Lanka (Remplaçante de Mme Daya), Rony Joseph d'Inde ont participé à la réunion.

Quelques conclusions clés de la réunion

- Identifier les différentes pratiques de transfert intergénérationnel de connaissances et

mettre en évidence ces pratiques pour élargir ce concept.

- Décision de diffuser le document de la déclaration des droits des paysans de l'ONU
- Rechercher une éventuelle collaboration avec les programmes du FIDA
- Décision de diffuser le rapport et la résolution du Comité Exécutif
- Etendre le travail au Myanmar, en Malaisie et au Laos
- Œuvrer davantage à la promotion de l'agriculture familiale dans les pays asiatiques dans le cadre de la décennie des Nations Unies sur l'agriculture familiale

23. Réunion de planification du RTRC (Mouvement thaïlandais)

Une réunion du RTRC a eu lieu à Chiangmai le 12 août 2019 pour discuter des programmes asiatiques de la FIMARC ainsi que pour renforcer les initiatives de la FIMARC sur l'agriculture familiale et les droits des paysans dans le pays. George Fernandez (secrétaire général) et Naiyana Vichitporn (coordinatrice de la FIMARC pour l'Asie) ont participé à cette réunion.

La FIMARC et les Mouvements en Europe

24. La FIMARC Europe et les activités du projet Prorure en 2019

La FIMARC Europe a travaillé sur le projet européen Erasmus plus avec l'objectif d'une meilleure mise en réseau des mouvements. L'Agriculture familiale, la Souveraineté alimentaire, le développement organisationnel, la Communication sont les éléments de ce projet. Les mouvements Rure (Italie), MRC (Espagne), CMR (France), KLB (Allemagne), Pakro (Pologne), ACRF (Belgique) avec FKI (Slovaquie), FAR (Bulgarie) et AGRU (Roumanie) ont été les partenaires de la première phase du projet qui a duré 2 ans.

Actuellement, le projet Prorure II (PRORURAL EUROPE II) a pour thème "Mise en réseau pour renforcer la société civile dans les zones rurales dans le cadre d'Europe - Vivre l'idée Europe ". Ce projet implique 11 mouvements ou organisations nationales chrétiennes européennes, dont 8 sont membres de la FIMARC. Il a pour but d'aider les mouvements à créer un réseau européen afin d'être un soutien et une voix des habitants des zones rurales auprès des institutions européennes. Ce projet est partiellement soutenu par le programme européen Erasmus + jusqu'en octobre 2020.

- 1-3 février : Réunion de lancement du projet, Koenigswinter, Allemagne
- 5-9 juin : " Les racines culturelles communes" - comprendre les modes de vie en Europe de l'Est et de l'Ouest " Cluj, Roumanie
- 4-6 octobre : " Séminaire sur les technologies de communication informatique dans le réseau européen ", Augsburg, Allemagne.
- 22-24 novembre : " Un réseau pour l'Europe-Communication ", Renforcer, connecter et reconstruire les mouvements ruraux en Europe - Vivre et faire avancer l'idée de l'Europe. Avila, Espagne



Les participants à la rencontre d'Avila



Wolfgang Scharl à la rencontre de Cluj



Cluj, Roumanie : Comprendre les mondes ruraux en Europe de l'Est et en Europe de l'Ouest lors d'un séminaire et de la visite d'une communauté villageoise.

Le séminaire de Cluj a montré la nécessité de prendre en compte la diversité culturelle des différentes régions d'Europe et d'œuvrer à la construction d'une Europe qui repose sur ses deux pieds, de l'Ouest et de l'Est.

Le séminaire d'Avila a examiné les différentes manières possibles de construire un réseau de mouvements ruraux européens d'inspiration chrétienne. Les mouvements concernés ont été invités à exprimer leur volonté de mettre en œuvre un tel réseau, avec ses implications fonctionnelles et financières. Jean Claude Germon (Trésorier de la FIMARC) et Wolfgang Scharl (Président de la FIMARC) participent aux réunions transnationales du programme Prorure pour apporter des perspectives globales et la solidarité de notre travail sur le continent

25. Allemagne : suivi des avancées de la Déclaration des droits des paysans

La FIMARC fait partie du réseau des organisations de la société civile en Allemagne depuis quelques années, depuis que le processus des Nations Unies pour la déclaration des droits des paysans et des populations rurales a été lancé au Conseil des droits de l'homme à Genève. Le réseau d'OSC a eu de multiples formes d'engagements : sensibilisation de la population et des décideurs allemands aux droits des paysans et à leur importance, lobbying auprès du gouvernement en faveur de la déclaration et de sa mise en œuvre. Dans cette perspective, différentes réunions ont été organisées

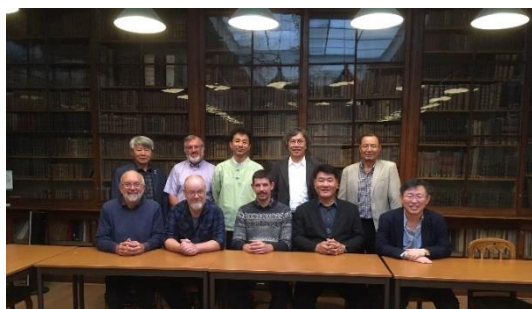
en Allemagne en 2019. Wolfgang Scharl, président de la FIMARC, participe régulièrement à toutes les réunions préparatoires du réseau ainsi qu'aux réunions spécifiques à Berlin (26 juin), réunion stratégique à Cologne (21 août) pour la promotion des droits paysans, ainsi qu'à la table ronde sur les droits paysans (27 juin) avec la participation du gouvernement et de la société civile et organisée par le commissaire aux droits de l'homme du gouvernement allemande.

26. Belgique : rencontre FIMARC avec des groupes locaux sur les alternatives climatiques

George Fernandez a participé aux réunions du groupe local de l'ACRF dans la région d'Arlon, en Belgique, afin de discuter des alternatives pour atténuer le changement climatique et du rôle des populations rurales dans ce débat. Benedict Willemart était modératrice de l'événement.

27. France : le CMR et une délégation du Ministère de l'Agriculture de Corée, Paris

Le 22 octobre, une délégation du ministère de l'agriculture de Corée du Sud a été reçue à Paris par Jean Claude Germon pour la FIMARC et le CMR et par une délégation de la Confédération Paysanne. La délégation coréenne a été intéressée par le rôle des organisations rurales de la société civile et des syndicats agricoles dans la discussion concernant la politique agricole de la Communauté européenne.



La délégation coréenne et les représentants du CMR et de la Confédération Paysanne.

La délégation coréenne, composée des présidents de deux syndicats d'agriculteurs, d'un représentant du gouvernement, de deux professeurs et d'un dirigeant du mouvement rural coréen KCFM de la FIMARC, a souligné le défi que représente pour son gouvernement le faible niveau d'autosuffisance de sa production agricole (24 %). La délégation a également souligné la volonté du gouvernement actuel de mener une politique d'ouverture et d'apaisement avec son voisin la Corée du Nord.

La FIMARC et ses Partenaires

28. Réflexion collective au CCFD avec les mouvements internationaux d'action catholique, Paris, France

Une réunion de réflexion collective avec le CCFD et les mouvements d'action catholique spécialisés a été organisée au siège du CCFD à Paris, le 15 novembre 2019. Les dirigeants de 6 organisations mondiales soutenues par le CCFD ont participé à la réunion : la FIMARC, le MIJARC, la CIJOC et la JOCI, le MIEC (Etudiants Catholiques) et la JECS (Jeunes Etudiants Catholiques). La réunion a permis de rencontrer la présidente du CCFD, Mme Sylvie Buckarel, ainsi qu'Hélène Dulin et Walter Prysthon, les responsables des partenariats mondiaux et régionaux du CCFD. Avec une réflexion et une analyse collectives sur les contextes et les défis sociopolitiques et environnementaux mondiaux d'aujourd'hui, cette réunion a également permis un partage des informations sur nos engagements dans différents processus et questions politiques en vue d'établir des synergies collectives et d'évaluer la pertinence d'une future collaboration entre les organisations et le CCFD. George

Fernandez et Jean-Claude Germon ont représenté la FIMARC dans cette importante réunion annuelle qui devrait conduire à une perspective renouvelée du partenariat avec le CCFD pour les années à venir.

29. Renvoies 2019 avec les partenaires

En 2019, Jean-Claude Germon (Trésorier de la FIMARC) et George Fernandez (Secrétaire général) ont rencontré Hélène Dulin et Walter Pristhon du CCFD. George Fernandez a rencontré Philippine Carter et Guy Auline d'Entraide et Fraternité ainsi qu'Emmanuel Yap de la CIDSE

30. Suivi des mouvements nationaux

Les membres du Comité exécutif de la FIMARC sont chargés des relations avec les autres mouvements nationaux, y compris le leur. Wolfgang Scharl, président de la FIMARC, a participé à la réunion du bureau national du KLB, en Allemagne. Jean Claude Germon, Trésorier de la FIMARC, a participé à différentes réunions des réseaux du CMR en France.

George Fernandez, secrétaire général a eu une réunion avec le mouvement thaïlandais de la FIMARC. Il a eu des réunions préparatoires avec les dirigeants des Philippines et de l'Indonésie pour la mise en place d'ateliers d'agriculture familiale au niveau national dans ces pays.

Conclusion

Nous sommes conscients que le changement ne peut plus se faire par étapes. Les crises auxquelles notre planète est confrontée sont urgentes et existentielles. La rapidité d'action est essentielle et nous devons trouver des moyens d'apporter des changements fondamentaux. Ensemble, avec nos membres, nos donateurs et les membres de l'Alliance, nous essayons vraiment de changer la façon dont le développement se fait, et de faire en sorte que les agriculteurs et les populations rurales prennent la place qui leur revient dans les espaces de décision.

Nous avons fait des avancées significatives. Mais avec plus de 800 millions de personnes encore confrontées à l'extrême pauvreté aujourd'hui, les besoins du monde exigent que nous agissions de toute urgence. Notre mission nous pousse à le faire effectivement et avec efficacité, en plaçant les solutions de lutte contre la pauvreté entre les mains de ceux qui en ont le plus besoin. Dans un monde en difficulté, chaque bougie allumée dans la nuit est un phare. Allumons les petites bougies ensemble, et avec votre soutien continu, nous le ferons. Je vous remercie.

Nous exprimons notre gratitude aux membres du Bureau et du Comité Exécutif pour leur engagement ainsi qu'à nos équipes de volontaires à différents niveaux pour l'important travail accompli en 2019. Nous sommes reconnaissants aux partenaires qui ont financé nos programmes et nous espérons avoir été à la hauteur de leur soutien.

Aujourd'hui et toujours, vos idées et vos commentaires sont les bienvenus. Ils nous aideront à faire en sorte qu'ensemble, nous nous rapprochions le plus possible de la réalisation de notre vision. Nous vous remercions de tout ce que vous faites pour soutenir et partager notre vision d'un monde sans faim, sans pauvreté et sans dégradation de l'environnement.

Ensemble, nous travaillons pour faire de 2020 une année de résistance et de construction de mouvements de transformation !

Merci pour votre soutien !